



FORMULAIRE 4.5



FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF) RAPPORT DE FIN DU PROJET

PAYS: UNION DES COMORES
PÉRIODE CONSIDÉRÉE: JUILLET 2013 - AOUT 2016

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: COM/B-4 Reforme du Secteur de la Sécurité en Union des Comores/N°00086509
Numéro du Programme (*le cas échéant*) COM/B-4/N°00086509
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ PBF/COM/B-4

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: Ministère de l'Intérieur de l'Information, de la Décentralisation, Chargé des Relations avec les Institutions

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
1 200 000,00 USD

Contribution gouvernementale
(*le cas échéant*)

Autres contributions
(donateurs) (*le cas échéant*)

TOTAL: 1 200 000,00 USD

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 29 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 29-Jul-13

Date de fin prévue à l'origine³ 31-Jan-15
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 31 Août. 2016

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Rapport soumis par

Nom: Abdou-Salam SAADI

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Oui Non Date:
Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*
 Oui Non Date:

Titre: Spécialiste de Programme Gouvernanc
Organisation participante (principale): PNUD
Courriel: abdou-salam.saadi@undp.org

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. 1. La gouvernance sécuritaire est renforcée notamment à Anjouan afin de consolider la paix, d'améliorer la primauté du droit et d'assurer une stabilité à long terme des Comores
2. Les menaces que représentent les Ex-FGA démobilisés et sans emplois sont réduites

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. 1.1. les infrastructures et les équipements mis en place à l'échelle nationale notamment à Anjouan, renforcent la confiance des forces de sécurité et des autorités compétentes à faire face aux défis sécuritaires du pays.
2.1. Une structure officielle assure le suivi et l'évaluation du processus d'intégration économique des Ex-FGA.

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour:
conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: La Politique nationale de sécurité est adoptée

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

Indicateur 1: Nombre de mesures et initiatives prises en adéquation avec la politique de sécurité nationale	Niveau de référence: Le draft de la PNS est disponible Cible: La PNS est finalisée et mise en œuvre État d'avancement: Le Livre vert de la défense et de la Sécurité de l'Union des Comores qui fait office désormais de "Politique Nationale de sécurité" est élaboré et une restitution officielle a été faite en présence du chef de l'Etat en janvier 2015. Le document a été édité en une centaine (100) exemplaires et distribué aux partenaires du secteur. Il convient de noter que les préoccupations de la police nationale ont été prises en compte dans le Livre Vert de la défense et de la Sécurité.
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

La remise officielle du "Livre Vert" de la défense et de la sécurité en Union des Comores baptisé "Katiba" au Président de la république a eu lieu le 19 janvier 2015 au palais présidentiel. Le document fait office de politique nationale de sécurité et inclut les préoccupations de la police nationale. Le document a été édité en une centaine (100) exemplaires et distribué aux partenaires du secteur.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

Le livre vert est sans conteste un outil important pour la défense et la sécurité de l'Union des Comores. En effet, le document dévoile un plan de restructuration et de modernisation des forces de l'ordre pour faire face aux défis sécuritaires du moment. Le livre vert réaffirme les frontières des Comores et met en exergue la vulnérabilité des îles en matière de sécurité et de défense et avance ainsi des propositions pour garantir l'intangibilité des frontières de l'archipel qui constitue une proie facile pour des actes de piraterie ou de crimes transfrontaliers. A travers le livre vert, le pays se dote d'un document qui définit sa stratégie sécuritaire sur une période de 15 ans et permet ainsi des orientations et des planifications en matière de sécurité et de défense. Il convient de rappeler que c'est une première dans l'histoire des Comores qu'un tel document soit élaboré. La couverture donc de ce gap a sensiblement aidé le pays dans des secteurs aussi sensibles que stratégiques tels que la "défense" et la "sécurité".

Le livre vert est le fruit d'un travail ayant réuni les 3 corps des forces de défense et de sécurité du pays (armée, gendarmerie nationale et police nationale) et des cadres civils de l'administration pour définir ensemble une politique de défense et de sécurité assorties des orientations requises pour les quinze (15) années à venir. Des missions ont aussi été effectuées dans les îles afin de recueillir le maximum de données par la Commission technique de rédaction dans une perspective d'étoffer la rédaction de ce document. La mise en œuvre n'est pas encore effective mais l'existence du document a d'ores et déjà permis au pays de disposer d'un diagnostic approfondi des défis sécuritaires auxquels l'Union des Comores doit faire face dans les prochaines années et de définir les moyens de protections afférents.

La préface du Livre vert de la défense et de la sécurité signée de la main du Chef de l'Etat, est conclue en ces termes "L'esprit de défense, au sens le plus large du terme, est à cet égard le premier fondement de la sécurité nationale. Il est la manifestation d'une volonté collective, assise sur la cohésion de la Nation et une vision partagée de son destin."

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

Description du résultat 2: Le pays dispose et met en œuvre un PSDPN

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

Indicateur 1: Pourcentage de mesures du PSDPN adopté	Niveau de référence: 0 Cible: 40% État d'avancement: Les préoccupations de la police nationale ont été prises en compte dans le Livre Vert de la défense et de la Sécurité. Cette situation a eu comme conséquence, la non planification de ce résultat dans le Plan de Travail Annuel 2015.
Indicateur 2:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:
Indicateur 3:	Niveau de référence: Cible: État d'avancement:

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

L'élaboration du Plan de développement de la police nationale (PSDPN) n'a pas été produit de façon spécifique car le Livre vert de la Défense et de la sécurité a pris en compte les préoccupations de la Police nationale au point que les responsables de la défense et de la sécurité ont estimé que ce n'était pas nécessaire de produire ce document.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

Le livre Vert de la défense et de la sécurité a pris en compte les préoccupations et les doléances de la police nationale ce qui a fait que le PSDPN n'a pas été élaboré de façon spécifique.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

Description du résultat 3: Les assises nationales ont abouti à une vision partagée de la sécurité nationale

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

<p>Indicateur 1: Existence d'une vision commune de la sécurité nationale</p> <p>Indicateur 2:</p> <p>Indicateur 3:</p>	<p>Niveau de référence: 0 Cible: 1 État d'avancement: La tenue des assises nationales sur la Stratégie de Défense et Sécurité de l'Union des Comores qui ont vu l'implication personnelle du Chef de l'Etat pendant les cérémonies de lancement et de clôture fut un moment déterminant notamment en termes de cohésion nationale en ce sens que toutes les catégories socioprofessionnelles et une bonne représentation équitable des différentes régions du pays ont été observées. La participation de quelques délégations étrangères venues notamment du Golf a donné une dimension internationale aux Assises. Les conclusions et recommandations issues de ces assises ont grandement contribué à l'élaboration du Livre vert de la défense et de la Sécurité.</p> <p>Il convient de relever que ces assises nationales ont permis entre autre de développer une vision commune de la défense et de la sécurité nationale.</p> <p>Niveau de référence: Cible: État d'avancement:</p> <p>Niveau de référence: Cible: État d'avancement:</p>
--	---

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

La tenue des assises nationales sur la Stratégie de Défense et Sécurité de l'Union des Comores qui ont vu l'implication personnelle du Chef de l'Etat pendant les cérémonies de lancement et de clôture fut un moment déterminant notamment en termes de cohésion nationale en ce sens que toutes les catégories socioprofessionnelles et une bonne représentation équitable des différentes régions du pays ont été observées. Les conclusions et recommandations issues de ces assises ont servi de référence à la Commission technique chargée de la rédaction du document et ont largement facilité la rédaction de ce dernier.

Il convient de relever que ces assises nationales ont permis entre autre de développer une vision commune de la défense et de la sécurité nationale.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

Un séminaire voué entièrement aux thématiques de sécurité et défense nationale de l'Union des Comores en vue "d'améliorer la stratégie de défense du pays et le conformer aux normes internationales", a eu lieu du 04 au 06 mars 2014 à Moroni. L'objectif étant l'élaboration du Livre vert .dans cette optique des contacts ont été établis entre le Bureau de pays du PNUD et le département des Opérations de maintien de la paix (DOMP/UNDPKO) pour plus d'appui. Les expertises requises tant nationales qu'internationales pour la rédaction du document ont été mobilisées, des rencontres avec les parties prenantes ont été effectuées sur l'ensemble du territoire.

Au cours de ce séminaire qui a vu la participation de plusieurs partenaires internationaux des Comores (France, USA, Pays du Golfe, les pays membres de l'East African Stand by Force - EASAF) trois ateliers de réflexion ont été organisés pour recueillir tous les avis et suggestions des séminaristes et les différents experts. Les thématiques abordées dans le cadre des ateliers étaient les suivantes :

- L'Union des Comores dans le sud-ouest de l'Océan Indien : les défis sécuritaires d'un petit état insulaire en développement
 - Sécurité et Défense nationale en Union des Comores : Exercices de définition - Domaines d'expression – Quelles ripostes?
 - Le système international de sécurité : Quelles alliances pour l'Union des Comores?
- Les réflexions et recommandations issues de ce séminaire ont servi de base à l'élaboration du Livre vert. Par ailleurs ces assises ont permis de développer une vision commune de la défense et de la sécurité.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

Description du résultat 4: Les infrastructures d'hébergement des casernes d'Ongoni et Sangani réhabilitées et équipées

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

<p>Indicateur 1:</p> <p>Capacité d'hébergement dans les deux casernes ciblées</p> <p>Indicateur 2:</p>	<p>Niveau de référence: 100</p> <p>Cible: 400</p> <p>État d'avancement: La caserne d'Ongoni a été totalement réhabilitée et des nouveaux bâtiments construits. Ces travaux comprennent (i) un bâtiment de 3 niveaux (dortoir des hauts officiers 18 chambres et 18 toilettes), (ii) réhabilitation d'un bâtiment (police d'intervention, chambre</p>
--	--

Indicateur 3:	<p>armurerie, 6 toilettes), (iii) dortoir section femmes militaires (6 toilettes + armurerie +chambre chef de section), (iv) dortoirs de 2 sections (12 toilettes), (v) bâtiment transmission et administration incluant une salle de réunion (5 pièces comprenant la salle de réunion + toilettes) , (vi) construction d'un espace appelé la messe (réfectoire pour les gradés et en même t salle de loisir), (vii) un bâtiment pour la 4ème section avec 6 toilettes + 1 laverie, (viii) le réfectoire des soldats et (ix) la réhabilitation de la cuisine. De même, le projet a fait l'acquis acquisition de : 160 lits, 200 couvertures, 100 armoires métalliques et 30 chaises destinées à la salle de conférence / au bénéfice des militaires. Les infrastructures construites sur le site sont susceptibles d'accueillir aujourd'hui jusqu'à 220 soldats et officiers, soit 55% de la moitié de la cible convenue.</p> <p>Niveau de référence: Cible: État d'avancement:</p> <p>Niveau de référence: Cible: État d'avancement:</p>
---------------	---

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 caractères maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Des bâtiments tels que des dortoirs, réfectoire, espace de loisir et un bâtiment de trois niveaux destinés aux officiers, sont construits et contribuent à l'amélioration substantielle du cadre de vie des militaires dans cette caserne.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 caractères maximum)?

La caserne d'Ongoni a été totalement réhabilitée et des nouveaux bâtiments construits. Ces travaux comprennent (i) un bâtiment de 3 niveaux (dortoir des hauts officiers 18 chambres et 18 toilettes), (ii) réhabilitation d'un bâtiment (police d'intervention, chambre armurerie, 6 toilettes), (iii) dortoir section femmes militaires (6 toilettes + armurerie +chambre chef de section), (iv) dortoirs de 2 sections (12 toilettes), (v) bâtiment transmission et administration incluant une salle de réunion (5 pièces comprenant la salle de réunion + toilettes) , (vi) construction d'un espace appelé la messe (réfectoire pour les gradés et en même t salle de loisir), (vii) un

bâtiment pour la 4ème section avec 6 toilettes + 1 laverie, (viii) le réfectoire des soldats et (ix) la réhabilitation de la cuisine. De même, le projet a fait l'acquisition de : 160 lits, 200 couvertures, 100 armoires métalliques et 30 chaises destinées à la salle de conférence / au bénéfice des militaires.

Les infrastructures ainsi construites sur le site, sont susceptibles d'accueillir aujourd'hui jusqu'à 220 soldats et officiers, soit 55% de la moitié de la cible convenue. Il est à noter que le nom de la caserne de Sangani est évoqué par erreur dans le document de projet.

Ce cadre de vie amélioré contribue indiscutablement au quotidien des militaires et apporte aussi une valeur ajoutée pour la motivation des troupes à exécuter confortablement leurs missions de contrôle du territoire et de protection des populations. En effet, il a été constaté qu'avant ces infrastructures, les militaires avaient tendance à fuir la caserne pour se loger ailleurs. Avec l'amélioration du cadre de vie et des conditions de séjour des troupes, les responsables de la défense estiment que ce phénomène disparaîtra étant entendu que les soldats bénéficieront désormais d'un cadre de vie assez confortable à l'intérieur de la caserne.

Première caserne construite dans le pays après le débarquement d'Anjouan, le site était dépourvu de tout et le projet a fait en sorte que le cadre de vie y soit amélioré à travers la construction des infrastructures précédemment citées.

Il convient de relever que des soldats et des officiers venus des différentes îles constituent la composition des troupes installées dans ladite caserne. Une situation qui contribue au renforcement de la cohésion nationale au sein des forces de défense du pays.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 caractères maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 caractères maximum)</p>	<p>Des missions de terrains sanctionnées par des rapports ont été réalisées tout au long de la mise en oeuvre de celui-ci. Aussi, des réunions de suivi pilotées par le Secrétariat technique du FCP Plus sanctionnées par des procès verbaux ont été réalisées.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 caractères maximum)</p>	<p>Le budget de l'Etat ne prévoit pas des fonds alloués à la construction des infrastructures de défenses et de sécurité. En effet, la Loi des finances est muette sur ces aspects faute de moyens financiers propres. Ainsi, les fonds alloués par PBF soit 1 200 000 USD ont largement contribué à combler ce déficit, en ce sens que l'Etat ne pouvait envisager la construction de ces différentes infrastructures - qui demandaient des fonds conséquents - sans l'appui des partenaires. Et comme la construction de ces infrastructures répondait à des préoccupations</p>

	<p>majeures de défense et de sécurité inhérentes au statut de "post-crise" qui caractérise le pays depuis 2008 et que l'Etat ne disposait pas des ressources financières requises pour y faire face, on peut ainsi considérer que ces actions ont comblé des déficits budgétaires cruciaux, liés au processus de consolidation de la paix.</p>
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 caractères maximum)</p>	<p>Les activités du projet réalisées lors d'une première phase du PBF (2009 - 12) a suscité un intérêt certain, chez certains partenaires au développement qui ont par la suite accompagné le pays dans le domaine du RSS. C'est le cas du Sultanat d'Oman qui a apporté une importante contribution financière à la tenue du Séminaire national sur la Stratégie de défense et de sécurité qui a eu lieu en mars 2014. Il convient de relever que - même si le Gouvernement n'a pas pu honorer ses engagements d'apporter une contribution de 300 000 USD à la mise en oeuvre du projet - l'ensemble des terrains sur lesquels sont construits ou réhabilités des infrastructures de défense et de sécurité, sont mis à disposition du projet par l'Etat.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 caractères maximum)</p>	<p>Dans une perspective d'appliquer les directives / orientations de la Déclaration de Paris sur la gestion de l'aide publique au développement notamment la promotion de l'appropriation nationale sur la mise en oeuvre de certaines activités, le projet a opté pour les régies des travaux publics des îles pour la construction des infrastructures de défense et de sécurité. Toutefois, cette initiative soit-elle louable, n'a pas été mise en oeuvre sans risques. En effet, cette approche coûte beaucoup en terme de chronogramme des activités, car la mise à disposition des terrains, la conception des plans et la réalisation des différents dévis ont pris trop de temps et ont sérieusement pénalisé le démarrage effectif de certains chantiers aux dates échues. Toutes les infrastructures seront livrées mais avec des retards considérables. Le pays a toutefois gagné en matière d'appropriation nationale et en renforcement de capacités.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en oeuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 caractères maximum)</p>	<p>La rédaction du Document de projet a mis en évidence la nécessité d'intégrer la dimension genre dans la mise en oeuvre du projet. C'est ainsi que pour les travaux relatifs à l'amélioration du cadre de vies des foyers de sécurité dans la caserne d'Ongoni à Anjouan, il est prévu d'aménager une section entière dédiée aux militaires femmes. Cette section peut accueillir jusqu'à 20 militaires de sexe féminin. De même, les formations de formateurs en Civisme, Etat de droit et Droits humains déjà dispensées à 30 officiers issus des différents corps de l'armée et de la police nationale, 8 femmes sur un effectif de 30 ont bénéficié de ces formations soit 26% des bénéficiaires.</p>

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 caractères maximum)	<p>Dans une perspective d'appliquer les recommandations de la Déclaration de Paris sur la gestion de l'aide publique au développement notamment la promotion de l'appropriation nationale sur la mise en œuvre de certaines activités, le projet a opté pour les Régies des travaux publics des îles pour la construction des infrastructures de défense et de sécurité.</p> <p>En dépit des difficultés rencontrées notamment sur les retards accusés dans la livraison des bâtiments, cette approche a toutefois contribué de façon substantielle à l'appropriation nationale et au renforcement des capacités nationales de ces institutions.</p>
Enseignement 2 (1 000 caractères maximum)	<p>Pour la mise en œuvre du résultat relatif aux formations des forces de sécurité, le projet a eu recours à l'expertise de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL). Cette collaboration a non seulement facilité l'accélération de l'exécution de cette action, mais a aussi et surtout permis un renforcement des capacités certaines de ladite Commission. Une initiative qui a contribué à la valorisation et à la reconnaissance de cette institution nationale.</p>
Enseignement 3 (1 000 caractères maximum)	<p>Le processus d'élaboration du Livre vert de la défense a impliqué divers acteurs dont les apports des uns et des autres ont été hautement appréciés. En effet, le département du maintien de la paix (DOMP) s'est beaucoup illustré en termes d'avis conseils notamment des précieux commentaires partagés autour du Plan détaillé du document.</p> <p>La collaboration du projet avec la Commission technique d'élaboration du Livre vert de la Défense et de la Sécurité mise en place par les autorités pour piloter le processus a été parfaite. Cette façon originale de voir autour de la table des hauts gradés de l'armée et de la police nationale avec des civiles venus de différents département ministériels et des Nations Unies a été jugée féconde et a permis de disposer d'un document final reflétant les préoccupations de tous.</p>
Enseignement 4 (1 000 caractères maximum)	
Enseignement 5 (1 000 caractères maximum)	

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 caractères maximum).

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 caractères maximum).

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 caractères maximum):

Le présent projet s'inscrit dans une perspective de pérennisation et d'appropriation des résultats de la première phase du FCP et vise à inscrire les acquis dans la durée. Dans cette optique, l'approche méthodologique pour la conduite des activités au quotidien et l'accomplissement des résultats s'est inscrite dans une démarche participative et inclusive de l'ensemble des parties prenantes à la sécurité et à la défense. De même, cette approche a privilégié la recherche des synergies positives avec les autres interventions menées dans le domaine par les autres partenaires au développement. C'est dans cette perspective que s'inscrit le rapprochement opéré avec l'Union Africaine et l'Unité réforme sécuritaire du DOMP en vue de bénéficier de leur expertise et de leurs expériences dans ce domaine.

Dans cette optique, le bureau de pays du PNUD qui est l'agence de mise en œuvre a mis à la disposition de l'équipe de gestion du projet l'expertise à sa disposition dans le cadre du vaste réseau de connaissances avérées dont dispose le PNUD à travers le monde, dans les champs d'action du projet. La démarche adoptée a considérablement valorisé l'expertise nationale en matière de sécurité, en faisant systématiquement recours aux cadres de l'Armée Nationale de Développement (AND) et de la police nationale ainsi qu'à l'expertise des organisations de défense des droits de l'Homme ; comme moyen de mobiliser des capacités nationales.